

Unité départementale de la Somme
Équipe 2
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 22/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

COLAS FRANCE

1 rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

Références : 2023-E20047
Code AIOT : 0005103977

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2023 dans l'établissement COLAS FRANCE implanté 111 avenue Roger Dumoulin Zone industrielle Nord - parcelles cadastrées KS 63 et 87 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 31/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS FRANCE
- 111 avenue Roger Dumoulin Zone industrielle Nord - parcelles cadastrées KS 63 et 87 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005103977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COLAS FRANCE exploite des installations de fabrication d'émulsions et de liants relevant de la rubrique n°4801 autorisées par arrêté préfectoral du 27 mars 2002.

Les installations classées sont encadrées réglementairement notamment par les actes administratifs ci-dessous :

- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

- Donner-acte de bénéfice des droits acquis (antériorité) du 21 décembre 2017,
- Donner-acte de modification du 16 juin 2020,
- Donner-acte de changement d'exploitant du 26 juin 2021.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- état des stocks.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 27/03/2002, article Titre I	/	Sans objet
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
4	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, l'inspection des installations classées ne propose pas de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2002, article Titre I																				
Thème(s) : Situation administrative, ICPE																				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																				
<p>Prescription contrôlée : Le classement des activités autorisées le plus récent est acté par le donner-acte de modification du 16 juin 2020 et le tableau ci-dessous :</p> <p>Nom de l'établissement : COLAS NORD PICARDIE ex CALE EMULTION Commune : AMIENS</p> <ul style="list-style-type: none"> Régime et classement ICPE <table border="1"> <thead> <tr> <th>Rubrique</th> <th>Régime</th> <th>Libellé de la rubrique (activité)</th> <th>Nature et volume d'activité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>4801-1</td> <td>A</td> <td>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</td> <td>935 tonnes</td> </tr> <tr> <td>4734-2-c</td> <td>DC</td> <td>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution: essences et nappes ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages: c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.</td> <td>80 tonnes de fuel domestique et gazole 2 cuves de 40 m³</td> </tr> <tr> <td>2915-2</td> <td>D</td> <td>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles ; 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°) est supérieure à 250 l</td> <td></td> </tr> <tr> <td>1435-2</td> <td>DC</td> <td>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</td> <td>723 m³</td> </tr> </tbody> </table> <p>A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)</p>	Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et volume d'activité	4801-1	A	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.	935 tonnes	4734-2-c	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution: essences et nappes ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages: c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.	80 tonnes de fuel domestique et gazole 2 cuves de 40 m³	2915-2	D	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles ; 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°) est supérieure à 250 l		1435-2	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	723 m³
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et volume d'activité																	
4801-1	A	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.	935 tonnes																	
4734-2-c	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution: essences et nappes ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages: c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.	80 tonnes de fuel domestique et gazole 2 cuves de 40 m³																	
2915-2	D	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles ; 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°) est supérieure à 250 l																		
1435-2	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	723 m³																	
<p>Constats : L'inspection des installations classées a analysé la situation administrative vis-à-vis du donner-acte du 16 juin 2020, les fiches de donnée sécurité des produits sur site et la nomenclature des ICPE de décembre 2021.</p> <p>La rubrique n° 4801 pour laquelle l'exploitant est en capacité d'avoir un dépôt d'une quantité de 935 tonnes n'est pas soumise à un seuil SEVESO. L'exploitant respecte le donner-acte du 16 juin 2020.</p>																				
<p>Observations : Dans un délai d'un mois à réception du rapport de visite d'inspection, l'exploitant se positionnera aux titres des rubriques 4000 de la nomenclature des ICPE.</p>																				
Type de suites proposées : Sans suite																				
Proposition de suites : Sans objet																				

N° 2 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.[...]
Constats : L'exploitant a présenté en séance et transmis par courriel un inventaire de l'état des stocks réalisé mensuellement pour l'année 2022 et de janvier 2023. Il a présenté également un plan des stockages.
Observations : L'exploitant veiller à mettre à jour le plan des stockages des matières stockées avec la localisation notamment du stockage des BBS, d'une armoire de stockage des additifs et des déchets qui ne sont pas visibles là où ils sont mentionnés sur le plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.[...]
Constats : L'exploitant a fourni par courriel et présenté en séance les fiches de données de sécurité des produits présents sur site.
Observations : Les versions des fiches de données de sécurité des produits sont majoritairement de plus de 3 ans. L'exploitant veillera à disposer et à demander aux fournisseurs des fiches de données de sécurité des produits de moins de 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a présenté rapidement et sans difficulté un état des stocks via un accès informatique et également via un classeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet